

**MARCHE PUBLIC DE SERVICES**

**PROCEDURE 25066A00**  
**MAINTENANCE MULTITECHNIQUE DES DATA CENTRES DE NANTES**  
**UNIVERSITE**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)**

La procédure de consultation utilisée est la suivante :

Appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2, R2124-2, 1° et R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique

# Sommaire

Article 1 - Objet du marché public .....	3
Article 2 - Dispositions générales.....	3
Article 3 - Durée .....	3
Article 4 - Pièces.....	4
Article 5 - Délais .....	4
Article 6 - Obligations générales des parties .....	5
Article 7 - Confidentialité – Protection des données personnelles .....	6
Article 8 - Conditions d'exécution.....	8
Article 9 - Opérations de vérification.....	9
Article 10 - Prix.....	9
Article 11 - Modalités de règlement des comptes .....	10
Article 12 - Pénalités .....	12
Article 13 - Résiliation du marché.....	15
Article 14 - Force majeure .....	15
Article 15 - Litiges et recours .....	16
Article 16 - Présentation des attestations .....	16
Article 17 - Dérogation au CCAG.....	17

## Article 1 - Objet du marché public

Le présent marché public a pour objet la maintenance multi technique des Data Centres de Nantes Université.

## Article 2 - Dispositions générales

### 2.1. Nomenclature communautaire

Code CPV	Description
50000000-5	Services de réparation et d'entretien
50700000-2	Services de réparation et d'entretien d'installations de bâtiment

### 2.2. Procédure de passation

Le présent marché public est conclu au terme d'un appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2, R2124-2 1° et R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique.

### 2.3. Allotissement

Il s'agit d'un marché public unique (non alloti).

**Motif de non-allotissement** : la dévolution en lots séparés serait de nature à rendre techniquement plus difficile l'exécution des prestations. En effet, les prestations de maintenance décrites répondent à des exigences techniques fortes au sein d'environnements techniques particuliers et interconnectés (pour lesquels l'indisponibilité du fonctionnement est extrêmement préjudiciable). En outre, les équipements sont sensibles, de sorte qu'il est préférable d'avoir une unicité de pilotage dans les interventions.

### 2.4. Forme du marché public

Le marché public est composite, selon les conditions décrites dans les pièces contractuelles, et comprend :

- une part des prestations prévisibles conclue à prix global et forfaitaire ;
- une part des prestations non programmables conclue à prix unitaires, exécutée au fur et à mesure de l'émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique. L'accord-cadre est conclu sans minimum et avec un maximum de 400 0000€HT au sens de l'article R2162-4 1° du Code de la commande publique

Le marché public est mono attributaire.

### 2.5. Prestations similaires et/ou livraisons complémentaires

#### 2.5.1. Prestations similaires

Nantes Université se réserve la possibilité de recours ultérieur à une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence préalables, pour la réalisation de prestations similaires au sens de l'article R2122-7 du Code de la commande publique.

#### 2.5.2. Livraisons complémentaires

Nantes Université se réserve la possibilité de recours ultérieur à une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence préalables, pour des livraisons complémentaires exécutées par le fournisseur initial au sens de l'article R2122-4 1° du Code de la commande publique.

## Article 3 - Durée

Le présent marché prend effet le 1er mars 2026 pour une durée initiale de deux (2) ans et neuf (9) mois. Il pourra être renouvelé deux (2) fois, par tacite reconduction, pour une durée d'une (1) année à chaque renouvellement.

La durée initiale du marché sera découpée de la manière suivante :

### DATA CENTRE CHANTRIERIE :

- **Du 1<sup>er</sup> mars 2026 au 31 mai 2026 :**
  - **Accompagnement au suivi de chantier et à la réception de chaque lot technique suite à la construction du Data, et participation à la levée des réserves.**
  - **Prise en charge des équipements techniques des domaines techniques prévus au marché.**

- **A partir du 2 mai 2026 sous réserve de la bonne réception des travaux (sinon glissement de la mise en exploitation jusqu'à réception finale du site) :**
  - **Exploitation maintenance du DATA CENTRE,**
  - **Réalisation des maintenances obligatoires pour conservation des garanties,**
  - **Suivi des GPA sur la première année, récolte des données et transmission au Service construction de la DPIL, participation à la levée des réserves**
  - **Suivi des GBF sur les 2 premières années, récolte des données et transmission au Service construction de la DPIL, participation à la levée des réserves**
  - **Conseil**

#### **DATA CENTRE LOMBARDERIE :**

- **A partir du 1<sup>er</sup> Avril 2026 : Prise en charge et maintenance du domaine sureté pour les équipements contrôle d'accès, intrusion, vidéosurveillance.**
- **Décembre 2026 : recouvrement avec le prestataire en place sur LOMBARDERIE**
- **A partir du 1<sup>er</sup> Janvier 2027 : Exploitation maintenance de l'ensemble des équipements du CCTP sur LOMBARDERIE**

### **Article 4 - Pièces**

#### **4.1. Référence au CCAG**

Pour toute disposition à laquelle il n'est pas formellement dérogé dans le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières, le titulaire est soumis aux dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS), entré en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2021 suite à la publication de l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services.

#### **4.2. Pièces constitutives**

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre de priorité suivant :

- l'acte d'engagement et son annexes :
  - Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF), bordereau des prix unitaires (BPU) et détail quantitatif estimatif (DQE)
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe :
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes :
  - Annexe 1 : Inventaire des équipements
  - Annexe 2 : Gammes de maintenance minimales
  - Annexe 3 : Fiches prestations métiers
  - Annexe 4 : Historique des demandes d'intervention
  - Annexe 5 : Cahier fonctionnel de Gestion Technique de Bâtiment (GTB) Nantes Université
- l'offre technique du titulaire ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG-FCS, la notification comporte l'acte d'engagement, et, seulement selon l'estimation par le pouvoir adjudicateur de l'opportunité de les transmettre, les autres pièces constitutives du marché public.

### **Article 5 - Délais**

#### **5.1. Modalités de computation des délais**

Par dérogation à l'article 3.2.1 du CCAG-FCS, tout délai mentionné au marché ne commence pas à courir à 0 heure, le lendemain du jour où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai. En effet, le délai commence à courir dès la réception de l'alarme et/ou notification d'une information dans les conditions de l'article 7.1 (Forme des notifications et informations) du présent CCAP.

## **5.2. Début du délai d'exécution**

Par dérogation à l'article 13.1.1. du CCAG-FCS, le délai d'exécution du marché part à compter du 1<sup>er</sup> mars 2026 pour le Data Centre de Lombarderie et du 1<sup>er</sup> avril 2026 pour le Data Centre de la Chantrerie.

Le titulaire est engagé contractuellement par les délais figurant dans les pièces contractuelles.

## **5.3. Expiration du délai d'exécution**

En cas de livraison ou d'exécution des prestations dans les locaux de l'acheteur, la date d'expiration du délai d'exécution est la date de livraison ou de l'achèvement des prestations.

## **5.4. Prolongation du délai d'exécution**

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée au titulaire, lorsqu'une cause n'engageant pas sa responsabilité fait obstacle à l'exécution de la commande, dans le délai contractuel fixé par le présent CCAP. Elle fait l'objet d'une demande écrite auprès de Nantes Université, dans les conditions fixées par l'article 13.3 du CCAG-FCS.

# **Article 6 - Obligations générales des parties**

## **6.1. Forme des notifications et informations**

La notification au titulaire des décisions ou informations de l'acheteur qui font courir un délai, est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

## **6.2. Personnels du pouvoir adjudicateur**

Les précisions suivantes sont apportées en complément des dispositions de l'article 3.3 du CCAG-FCS :

- Le marché public est piloté par la Direction des systèmes d'Information et du Numérique (DSIN) & de la Direction du patrimoine immobilier et de la logistique (DPIL)
- La Direction des Achats est l'interlocuteur concernant les aspects juridiques (sous-traitance, sûretés, obligations administratives du titulaire, ...) et financiers (révision de prix).

### **Direction des Achats – Pôle Achats**

1 quai de Tourville - BP 13522 - 44035 Nantes Cedex 1

Courriel : [marchespublics@univ-nantes.fr](mailto:marchespublics@univ-nantes.fr)

## **6.3. Personnels du titulaire en charge de l'exploitation**

Les dispositions de l'article 3.4.1 du CCAG-FCS s'appliquent concernant le suivi contractuel.

## **6.4. Sous-traitance**

Les dispositions des articles L2193-1 et suivants du Code de la commande publique s'appliquent.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG-FCS, étant entendu que la sous-traitance ne peut concerner que les prestations de services.

En outre, afin que le sous-traitant déclaré soit accepté et agréé, la méthodologie d'intervention qu'il utilisera pour réaliser les prestations, ainsi que ses interactions avec les différentes parties au présent marché public devront être précisées. Que la sous-traitance soit déclarée lors du dépôt de l'offre ou de l'exécution du marché public, elle doit faire l'objet d'une déclaration.

Le titulaire s'engage à transmettre les pièces et attestations de son sous-traitant (de nature à prouver que les obligations sociales, fiscales et d'assurance identiques à celles du titulaire) sont respectées) ou à ce que le sous-traitant les dépose sur la plateforme e-attections.

Toute sous-traitance non déclarée dont le pouvoir adjudicateur aurait connaissance ultérieurement à l'exécution des prestations donnera lieu à l'application de la pénalité définie dans l'article 15 du présent CCAP.

### **➤ Articulation de la sous-traitance et de l'insertion professionnelle :**

Les dispositions des articles L.2193-1 et suivants du Code de la commande publique s'appliquent.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG-FCS. En outre, il est précisé qu'afin que le sous-traitant déclaré soit accepté et agréé, la méthodologie d'intervention qu'il utilisera pour réaliser les prestations, ainsi que ses interactions avec le pouvoir adjudicateur devront être précisées.

Si une partie des prestations est sous traitée, le titulaire du marché s'engage à faire respecter la condition d'exécution relative à l'insertion par son sous-traitant si celui-ci est concerné au vu des prestations qui lui sont confiées

En tant qu'entreprise principale, il reste responsable globalement de l'exécution du marché.

### **6.5. Devoir de conseil**

Le titulaire est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux matériels, logiciels et prestations fournies à l'acheteur. Dans ce cadre, le titulaire notifie notamment à l'acheteur toute information permettant d'améliorer le niveau de sécurité du système d'information et signale les difficultés et risques que certains choix peuvent entraîner. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne peut se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de sa responsabilité.

### **6.6. Changements affectant le titulaire**

Le titulaire s'engage à informer Nantes Université de tout changement survenant au cours de la période d'exécution du marché public, affectant :

- les personnes ayant le pouvoir d'engager la société ;
- la forme de l'entreprise ;
- la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination ;
- son adresse ou son siège social ;
- son adresse bancaire ;
- la cession d'une ou de différentes activités ;
- l'acquisition d'une nouvelle activité ;
- son capital social ;
- et généralement toutes les modifications importantes relatives au fonctionnement de la société.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation.

Le paiement des factures sera suspendu tant que Nantes Université ne sera pas en possession des documents nécessaires, ou jusqu'à la notification d'un éventuel avenant. Si le titulaire néglige de se conformer à cette obligation, Nantes Université ne saurait être tenue responsable des retards de paiement qui pourraient résulter d'un défaut d'information.

Dans l'hypothèse où un titulaire disparaîtrait par fusion avec une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le pouvoir adjudicateur de l'acte portant la décision de fusion et de la justification de son enregistrement légal. À défaut, Nantes Université se réserve le droit de résilier le marché public passé avec lui sans indemnisation.

## **Article 7 - Confidentialité – Protection des données personnelles**

### **7.1. Confidentialité**

Conformément à l'article 5.1 du CCAG-FCS, les parties sont soumises à une obligation de confidentialité.

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Il est rappelé qu'une information confidentielle désigne toute information de quelque nature (y inclus la méthodologie, la documentation, les informations ou le savoir-faire), sous quelque forme que ce soit (y inclus sous forme orale, écrite, magnétique ou électronique), sur tout support dont l'acheteur est propriétaire ou titulaire, et qui est communiquée au titulaire, ou obtenue de toute autre façon par ce dernier dans le cadre de ses relations avec l'acheteur. Le titulaire et son personnel, et le cas échéant ses sous-traitants, ne peuvent l'utiliser que pour l'accomplissement des prestations prévues au marché.

L'obligation de confidentialité se poursuit après expiration du marché public.

L'obligation de confidentialité ne devient caduque que si l'information est rendue accessible dans les conditions de l'article 5.1.4. du CCAG. Dès lors, une partie ne peut et ne pourra demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité pénale de la partie concernée pourra être engagée.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel, préposé et éventuel sous-traitant. En cas de violation de cette obligation, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché public pourra être résilié aux torts du titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

## **7.2. Protection des données personnelles**

Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le sous-traitant s'engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, à savoir :

- la Loi Informatique et Liberté (dite LIL) n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée,
- le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données »).

## **7.3. Respect des droits humains, protection de l'environnement et lutte contre la corruption**

### **7.3.1. Droits humains, sociaux et environnementaux**

Le PRESTATAIRE déclare et garantit respecter et remplir toutes les obligations qui lui incombent au titre des lois et/ou réglementations nationales et/ou européennes et/ou internationales en matière d'identification des risques et de prévention des atteintes graves envers les droits humains et les libertés fondamentales, la santé et la sécurité des personnes ainsi que l'environnement (ci-après les « lois et/ou réglementations relatives au respect des droits humains, sociaux et environnementaux ») résultant de ses activités, dont, notamment, en France, la Loi n° 2017-399 du 27 mars 2017 relative au « devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre » (ci-après la « Loi sur le devoir de vigilance ») et, au Royaume-Uni, la loi du 26 mars 2015 relative à la lutte contre toute forme d'esclavage moderne et de trafic d'êtres humains dans les sociétés qui exercent une activité au Royaume-Uni ainsi que dans leurs chaînes d'approvisionnement (ci-après « UK Modern Slavery Act 2015 »).

### **7.3.2. Lutte contre la fraude et la corruption**

Par ailleurs, Le MAITRE D'OUVRAGE, attache une importance particulière à la lutte contre la fraude et la corruption et entend que toute personne, physique ou morale, en relation avec Le MAITRE D'OUVRAGE, adhère aux mêmes principes et respecte les législations et réglementations en vigueur, notamment la Loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la « transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique » (ci-après la loi « Sapin II »). En conséquence, le PRESTATAIRE déclare que lui-même, ses dirigeants et collaborateurs respectent les lois et réglementations nationales et/ ou européennes et/ ou internationales en matière de lutte contre la fraude et la corruption, et n'ont pas agi et n'agiront pas en vue de proposer un avantage indu financier ou de tout autre nature, depuis l'entrée en relation, et prend/prendra toutes mesures raisonnables afin de prévenir toute influence de cette nature.

### **7.3.3. Engagements du prestataire**

Le **PRESTATAIRE** s'engage, tout au long de la relation commerciale, à respecter et faire respecter les législations et réglementations visées ci-dessus, en ce compris les personnes visées ci-après, et à prévenir, faire cesser tout comportement contrevenant aux réglementations en vigueur. Le **PRESTATAIRE** s'engage à reporter auprès :

- Des sociétés qu'il contrôle, directement ou indirectement, au sens des articles L. 233-3 et de l'article L. 233-16 II du Code de commerce, et,
- De ses sous-traitants intervenant dans ses activités et,
- Après de ses cocontractants intervenant dans ses activités,

Les engagements auxquels il est tenu au titre du présent article, et obtenir de ces derniers qu'ils en fassent de même.

Il s'engage notamment à :

- Mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à ces mêmes obligations et engagements ;
- Informer **LE MAITRE D'OUVRAGE** sans délai de tout évènement qui serait porté à sa connaissance concernant un avantage indu financier ou de toute autre nature ;
- Fournir toute assistance nécessaire au **MAITRE D'OUVRAGE** et dans les conditions prévues à l'article « Audit » du marché.

#### 7.3.4. Modification de la législation/réglementation

En cas de changement des lois et/ou réglementations relatives au respect des droits humains, sociaux et environnementaux, à la lutte contre la fraude et la corruption, ayant un impact sur les conditions d'exécution des Prestations par :

- Le **PRESTATAIRE**,
- Et/ou, une (ou des) entité(s) qu'il contrôle directement ou indirectement, au sens des articles L. 233-3 et de l'article L. 233-16 II du Code de commerce,
- Et/ou, ses sous-traitants intervenant dans ses activités,
- Et/ou, sur les obligations légales et/ou réglementaires applicables en ces domaines,

**LE MAITRE D'OUVRAGE** et le **PRESTATAIRE** se réuniront [au sein du Comité de Pilotage/ou toute autre instance] pour identifier et déterminer les modifications éventuelles en résultant à apporter au Marché, afin d'en assurer la conformité aux nouvelles lois et/ou réglementations.

#### 7.3.5. Manquement aux obligations du présent article

Le **PRESTATAIRE** justifiera du respect des obligations prévues au présent article, à première demande du **MAITRE D'OUVRAGE**.

Si le **PRESTATAIRE** est dans l'incapacité de se conformer aux règles susvisées, pour quelque raison que ce soit, il s'engage à informer, dans les meilleurs délais, **LE MAITRE D'OUVRAGE** de son incapacité, auquel cas le **PRESTATAIRE** et le **MAITRE D'OUVRAGE** se réuniront pour trouver ensemble, dans les meilleurs délais, une solution acceptable.

Dans l'hypothèse où **LE MAITRE D'OUVRAGE** et le **PRESTATAIRE** ne parviendraient pas à un accord sur la mise en place par le **PRESTATAIRE** dans un délai raisonnable, de toute action de remédiation, ou, si **LE MAITRE D'OUVRAGE** estime(nt) que la poursuite de l'exécution de tout ou partie des Prestations dans les conditions initiales, les place en risque de non-conformité eu égard aux lois et/ou réglementations ci-dessus visées, **LE MAITRE D'OUVRAGE** pourra(ont) résilier le Marché cadre et/ou le Marché d'application, sans être redevable vis-à-vis du **PRESTATAIRE** d'une quelconque indemnité.

La résiliation interviendra le lendemain de la date de réception par le **PRESTATAIRE** d'une lettre recommandée avec accusé de réception lui notifiant la résiliation (sauf autre date d'effet de la résiliation précisée par **LE MAITRE D'OUVRAGE** dans ladite notification).

Il sera alors fait application des articles « Résiliation » et « Conséquences de la fin d'un Marché d'Application et/ou du Marché Cadre ».

Pour le cas où les Parties conviendraient d'actions de remédiation, le **PRESTATAIRE** devra informer régulièrement le **MAITRE D'OUVRAGE** de l'exécution ces actions, de leur avancement dans le cadre des instances de gouvernance mises en place au titre de leur relation contractuelle ou par tout autre moyen à son initiative.

## Article 8 - Conditions d'exécution

### 8.1. Modalités des commandes

Les prestations réglées par bons de commande sont passées sur la base des prix fixés dans l'annexe financière détaillée et établie par le titulaire.

Ces bons de commande, issus du système d'information financier de Nantes Université (Sifac +), font apparaître les informations suivantes :

- Le numéro du marché public,
- Le numéro de la commande,
- La référence du service émetteur,



- La description des prestations,
- Le lieu de livraison,
- Le montant de la commande en HT et en TTC.

## **8.2. Habilitations pour les interventions sur sites sensibles**

Le PRESTATAIRE transmettra une liste contenant les personnels habilités, du titulaire ou de ses sous-traitants éventuels, au MAITRE D'OUVRAGE au moins 21 jours calendaires avant le commencement d'exécution des prestations. Pour chacune des modifications apportées à la liste, le PRESTATAIRE devra informer le MAITRE D'OUVRAGE du changement au moins 21 jours calendaires avant que la modification ne prenne effet.

Le MAITRE D'OUVRAGE se réserve la possibilité de récuser tout personnel du titulaire qu'il ne jugerait pas apte à intervenir, par son comportement, ses compétences, ses formations ou tout autre élément argumenté par le MAITRE D'OUVRAGE. Le PRESTATAIRE pourra alors formuler des observations sur ladite récusation, qui seront prises en compte par le MAITRE D'OUVRAGE, et pourront donner lieu à une nouvelle étude si des éléments nouveaux étaient présentés (attestations de formation, ...).

Dans l'hypothèse où un personnel non-identifié sur la liste susmentionnée intervient et provoque des conséquences dommageables pour le MAITRE D'OUVRAGE, ses personnels ou tout tiers, le MAITRE D'OUVRAGE se réserve la possibilité de rechercher la responsabilité du PRESTATAIRE, par le biais des assurances ou par tout autre moyen.

## **Article 9 - Opérations de vérification**

Les dispositions des articles 27 à 30 du CCAG-FCS s'appliquent.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est pas obligatoirement convié, présent ou représenté lors des opérations de vérification.

## **Article 10 - Prix**

Les prix sont exprimés en euros, hors taxe à la valeur ajoutée. Le taux de TVA applicable est le taux légal en cours applicable aux prestations facturées.

### **10.1. Forme et contenu des prix des prestations**

#### 10.1.1. Forme des prix

Le marché public comprend :

- Une part de prestations prévisibles conclue à prix global et forfaitaire, figurant dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;
- Une part de prestations non programmables conclue à prix unitaires rémunérées par application, aux quantités réellement exécutées, des prix figurant au bordereau des prix unitaires (BPU).

#### 10.1.2. Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre l'ensemble des charges fiscales ou autres frappant la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à la préparation de chantier, à l'emballage, à la manutention, au stockage, au transport et à l'assurance jusqu'au lieu de livraison.

Il ne peut être facturé aucun frais supplémentaire correspondant à des minima de commande, que ce soit en quantité et/ou en valeur.

### **10.2. Variation du prix**

#### 10.2.1. Prix de référence

Les prix du marché public sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois  $M_0$  correspondant à la date de signature du marché public.

#### 10.2.2. Variation du prix global et forfaitaire

Le prix global et forfaitaire est révisable annuellement par application de la formule suivante :

$$P1 = P0 \times (0,125 + 0,725 \times \frac{ICTn}{ICT0} + 0,15 \times \frac{IPEAn}{IPEA0})$$

**Dans laquelle P1 est le prix actualisé et P0 le prix initial figurant dans l'offre.**

**Dans laquelle ICTn et ICTo sont les valeurs prises par l'index de référence ICT respectivement au mois n et au mois 0. L'index de référence ICT est l'indice INSEE « Indice du coût du travail - Coût horaire - Électricité, gaz, vapeur, air conditionné (NAF rév. 2 section D) », figurant sur le site de l'INSEE sous l'identifiant 010762005.**

**Dans laquelle IPEAn et IPEAo sont les valeurs prises par l'index de référence IPEA respectivement au mois n et au mois 0. L'index de référence IPEA est l'indice INSEE « Indice des prix de l'entretien-amélioration des bâtiments - Non résidentiel - CPF 43.21 - Installation électrique) », figurant sur le site de l'INSEE sous l'identifiant 011779963.**

**Les indices utilisés seront les derniers indices non provisoires connus. Ces indices sont consultables sur le site de l'INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques). S'ils ne sont plus publiés, le pouvoir adjudicateur et le titulaire se mettent d'accord sur un indice de remplacement équivalent et sur un coefficient de raccordement entre l'ancien et le nouvel indice.**

Les coefficients de révision sont arrondis au millième supérieur.

Le prix forfaitaire ainsi révisé est arrondi au centime devient ferme jusqu'à l'application d'une nouvelle révision de prix.

#### 10.2.3. Clause de sauvegarde

Le prix forfaitaire sera ajusté par référence aux prix d'origine au mois de la remise de l'offre (ou de la dernière révision), sans que l'évolution ne dépasse 5%.

#### 10.2.4. Variation des prix unitaires

Les prix unitaires sont fermes, ils ne font pas l'objet de variation de prix.

#### 10.2.5. Clause de préavis

Le titulaire devra faire parvenir sa demande de révision de prix par courrier recommandé avec accusé de réception à l'adresse suivante :

NANTES UNIVERSITE  
**Direction des Achats – Pôle Achats**  
1 quai de Tourville  
BP 13522  
44035 NANTES CEDEX 1

Cette demande doit être réceptionnée au plus tard 30 jours calendaires avant le début de chaque nouvelle période du marché public (la date indiquée sur l'accusé de réception faisant foi), en y joignant la preuve des indices, en vue d'un examen par l'acheteur. Au-delà de ce délai et en cas de non-respect de ce formalisme, toute demande sera rejetée sans que le titulaire ne puisse formuler aucune réclamation.

#### 10.2.6. Acceptation par le pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur dispose de 30 jours calendaires à réception de la demande pour apporter sa réponse. Passé ce délai, la demande est acceptée tacitement.

Lorsque la demande du titulaire est incomplète, ce dernier doit apporter les éléments manquants sous 7 jours à compter de la date de sollicitation. Passé ce délai, la demande est rejetée sans que le titulaire ne puisse formuler de réclamation.

## **Article 11 - Modalités de règlement des comptes**

### **11.1. Avance**

Le traitement de l'avance est défini selon l'option A de l'article 11.1 du CCAG-FCS. Sauf refus du titulaire, une avance sera versée lorsque le montant du marché public est supérieur à 50 000,00 € HT, et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le montant de l'avance est fixé à 20% du montant TTC du marché public.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00% du montant du marché public. Ce remboursement doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00% du montant du marché public, toutes taxes comprises.

➤ Modalités de paiement :

Le délai global de paiement de l'avance court à compter de la notification, qui emporte commencement d'exécution du marché public, et/ou, le cas échéant, à compter de la date de reconduction de celui-ci. L'avance doit être versée sous un mois à compter de l'élément de déclenchement susmentionné.

### **11.2. Acompte**

Les acomptes sont versés au titulaire dans les conditions prévues à l'article L2191-4 et articles réglementaires associés du Code de la commande publique et de l'article 11.2 du CCAG-FCS.

➤ Périodicité des acomptes :

Conformément à l'alinéa premier de l'article R2191-22 du Code de la commande publique, la périodicité du versement des acomptes est fixée à trois mois maximum.

Le marché public donnera lieu à un paiement trimestriel qui interviendra à terme échu, selon un calendrier mis au point entre l'acheteur et le titulaire.

### **11.3. Demandes de paiement**

Le paiement s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique, et dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-FCS.

#### 11.3.1. Contenu des factures

Les factures afférentes au paiement sont établies en un original portant, sans préjudice des mentions légales et réglementaires, les indications suivantes :

- le numéro de SIRET qui identifie Nantes Université en tant que destinataire de la facture : 19440984300019 ;
- le nom et l'adresse du créancier ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- **le numéro et la référence du marché public ;**
- **le numéro de l'engagement financier (bon de commande Sifac, format 4500XXXXXX) ;**
- la prestation exécutée (désignations et quantités) ;
- le montant hors taxe des prestations exécutées éventuellement ajusté ou remis à jour ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant TTC des prestations exécutées ;
- la date de facturation.

Les factures ne mentionnant pas la référence du marché public et/ou le numéro de bon de commande Sifac seront jugées non conformes et retournées au titulaire.

#### 11.3.2. Transmission des factures

Les dispositions des articles L2192-1 à L2192-7 du Code de la commande publique s'appliquent concernant la transmission des factures. Aussi, conformément à l'article L2192-1 du Code de la commande publique, les titulaires des marchés publics conclus avec Nantes Université, ainsi que leurs sous-traitants admis au paiement direct, transmettent leurs factures sous forme électronique.

Dès lors, les titulaires ont l'obligation d'adresser leurs factures dématérialisées sur le portail public de facturation Chorus Pro (<https://chorus.pro.gouv.fr>).

#### Comptable assignataire des paiements :

Nantes Université Monsieur le Directeur Comptable et Financier 1, quai de Tourville - 44035 Nantes Cedex 1 Courriel : service.facturier@univ-nantes.fr Téléphone : 02 40 99 83 83
---

#### **11.4. Mode de règlement**

Les prestations, objet du présent marché public, sont rémunérées dans les conditions fixées par les règles de comptabilité publique.

Les sommes dues au titulaire, et au sous-traitant de premier rang éventuel, sont payées dans un délai global de trente jours à compter de la réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes, ou à compter de la date d'admission si cette dernière est postérieure à la date de réception de la facture (articles R2192-10 et suivants du Code de la commande publique).

Le taux des intérêts moratoires est précisé à l'article R2192-31 du Code de la commande publique.

#### **11.5. Clause de financement et de sûreté**

##### 11.5.1. Garanties financières

Aucune clause de garantie financière n'est appliquée.

##### 11.5.2. Cession et nantissement de créances

Il est fait application des articles R2191-45 et suivants du Code de la commande publique, relatifs à la cession ou au nantissement des créances.

### **Article 12 - Pénalités**

Toutes les pénalités définies peuvent être appliquées par le pouvoir adjudicateur sur simple constatation du dysfonctionnement ou du manquement contractuel (dans le respect des éléments de déclenchement de pénalités mentionnés dans la grille des pénalités), sans mise en demeure préalable. Elles correspondent à une sanction contractuellement définie, appliquée même en l'absence de tout préjudice par le pouvoir adjudicateur. Toutefois, aucune pénalité ne sera appliquée au titulaire en cas de survenance d'une cause légitime et/ou exonératoire de responsabilité, pour autant et dans la limite où la cause emporte une incidence significative sur l'exécution des prestations dont le non-respect fait l'objet d'une pénalité.

Les pénalités sont cumulables, plafonnées à 20% du forfait annuel et ne font pas l'objet de formules de variation.

Elles s'appliquent dès le premier euro TTC, étant entendu qu'elles ne sont pas assujetties à TVA.

Les samedis, les dimanches et les jours fériés ou chômés ne sont pas déduits pour le calcul des pénalités. Chaque heure ou jour de retard entamé est dû dans sa totalité.

L'application d'une pénalité n'exclut pas la responsabilité du titulaire sur les conséquences de la prestation non ou mal exécutée, et se fait sans préjudice des demandes d'avoir. De plus, outre l'application de pénalités, dans le cas où le titulaire manquerait de façon répétée à ses obligations contractuelles, le pouvoir adjudicateur pourra résilier le marché aux torts du titulaire dans les conditions fixées au présent document. Dans cette hypothèse, les pénalités sont appliquées jusqu'au jour inclus de la notification de la décision de résiliation.

#### **12.1. Gestion des manquements – pénalités**

En cas de défaillance du **PRESTATAIRE**, pour des prestations non conformes au présent marché et ne pouvant être assimilées aux cas de forces majeures, les manquements constatés donnent lieu à l'application de pénalités cumulables.

Tout manquement fait l'objet d'un constat par le **MAITRE D'OUVRAGE** qui est notifié au **PRESTATAIRE**.

Tout manquement au niveau de l'exécution des prestations du présent marché fait l'objet d'un constat par le **MAITRE D'OUVRAGE** qui est notifié au **PRESTATAIRE** et donne lieu le cas échéant à l'application de pénalités cumulables qui s'imputent sur le règlement de la période, et sont recouvrables, en tout état de cause, sur toute somme due au **PRESTATAIRE**.

Il est entendu que ces pénalités ne sont appliquées que lorsque le **PRESTATAIRE** est reconnu responsable du défaut de prestation. Il appartient au **PRESTATAIRE** de faire la preuve que les prestations non conformes ne lui sont pas imputables.

LE **MAITRE D'OUVRAGE** pourra faire intervenir un autre **PRESTATAIRE** pour l'exécution des prestations non effectuées.

Les pénalités suivantes s'appliqueront pour chaque constat du **MAITRE D'OUVRAGE** de non-respect des obligations décrites dans le cahier des charges ou de prestations non conformes :

- Pénalités de catégorie A pour les manquements graves d'un montant unitaire de 5 000 €HT ;
- Pénalités de catégorie B pour les manquements important d'un montant unitaire de 1 000 €HT ;
- Pénalités de catégorie C pour les manquements d'un montant unitaire de 500 € HT.

Les pénalités s'appliquent notamment dans les cas de non-respect des limites des critères ci-dessous :

➡ PHASE DE PRISE EN CHARGE :

Objet	N°	Obligation	Echéance	Catégorie de pénalité
<b>Planning</b>	D1	Planning décrivant les phases de démarrage	Lors de la réunion de lancement	B
<b>Organigramme de la prestation</b>	D2	Liste du personnel rattaché au marché avec les informations essentielles	Lors de la réunion de lancement	B
<b>Plan de prévention</b>	D3	Mise en place du plan de prévention	Avant le 1er avril 2026	A
<b>Document de traçabilité</b>	D4	Mise en place de l'ensemble des documents de traçabilité (cahier de liaison, livret de chaufferie.)	Avant le 31 mai 2026	B
<b>Trame du rapport d'activité</b>	D5	Présentation du modèle de rapport d'activité avec les indicateurs de suivi contractuel	Avant le 31 mai 2026	B
<b>Liste des sous-traitant</b>	D6	Fourniture de la liste des sous-traitant avec le nom et le contact	Avant le 30 avril 2026 et Avant le 1 <sup>er</sup> janvier 2027	B
<b>Plan d'assurance Qualité</b>	D7	Fourniture du Plan d'Assurance Qualité adapté au présent marché	Avant le 31 mai 2026	B
<b>Hygiène et sécurité</b>	D8	Fourniture des FDS et liste des produits chimiques pour le marché	Avant le 31 mai 2026	B
<b>Inventaire documentaire</b>	D9	Fourniture de l'inventaire documentaire mise à disposition	Avant le 31 mai 2026	B
<b>Plan de contournement pour les activités stratégiques</b>	D10	Remise et présentation d'un plan de contournement		B
<b>Etat des lieux techniques initial</b>	D11	Rapport d'audit sur l'état, la fonctionnalité, la vétusté, la maintenabilité et la sécurité des installations	Avant le 31 mai 2026 et Avant le 31 janvier 2027	B
<b>Plan de maintenance initial</b>	D12	Planification des maintenances préventive sur la première année contractuelle	Avant le 31 mai 2026 et Avant le 31 janvier 2027	B
<b>Synthèse prise en charge Compris Plan de travaux pluriannuel et de progrès</b>	D13	Fourniture du rapport de synthèse et d'un plan pluriannuel sur les 5 années à venir	Avant le 31 mai 2026 et Avant le 31 janvier 2027	B

<b>Outil de suivi de la maintenance</b>	D14	Déploiement de l'outil type GMAO de suivi de l'exploitation maintenance	Module des DI avant le 1 <sup>er</sup> avril 2026 Finalisation du paramétrage de l'outil avant le 31 mai 2026	B
---	-----	---	--	---

↳ PHASE DE REGIME ETABL:

Objet	N°	Obligation	Echéance	
<b>Rapport d'incident</b>	E1	Remise d'un rapport d'incident	Au plus tard 24 heures après l'événement	C
<b>Rapport d'activité mensuel</b>	E2	Remise du rapport mensuel	Avant le 7 de chaque mois	C
<b>Rapport d'activité annuel</b>	E3	Remise du rapport annuel et du rapport de suivi des énergies	Avant le 31 du mois de la date d'anniversaire de l'année N+1	C
<b>Réunion/ convocation</b>	E4	Présence des représentants aux points hebdomadaires, réunions mensuelles, annuelles et opérationnelles	Délai de 48 heures de prévenance en cas d'absence	C
<b>Enregistrement de la Prestation</b>	E5	Tenir à jour les documents réglementaires	Après chaque intervention du Prestataire	C
<b>Plan de comptage</b>	E6	Mise à jour annuelle selon le CCTP	Voir § plan de comptage	C
<b>Plan de progrès</b>	E7	Remise du plan de progrès	10 jours avant la réunion annuelle	C
<b>Organisation du PRESTATAIRE</b>	E8	Respect de l'organisation prévue par le <b>PRESTATAIRE</b> sur la prestation	§ 6.1 et mémoire technique	C
<b>Maintien du niveau de sécurisation des installations</b>	E9	Respect des niveaux de tolérance	Voir § 5.1	C
<b>Délais demande d'intervention</b>	E10	Respect des délais d'intervention et de remise en état	Voir § 5.3	C
<b>Délais administratif</b>	E11	Respect des délais administratifs	Voir § 5.7	C
<b>Conformité et pérennité du patrimoine</b>	E12	Respect du taux de réalisation de la maintenance réglementaire et pérennité	Voir § 5.6	C
<b>Process de gestion des contrôles réglementaires</b>	E13	Respect des délais de traitement des réserves liées aux contrôles réglementaires	Voir § 4.8	B
<b>Optimisation énergétique</b>	E14	Respect du PUE cible mensuel déterminée entre PRESTATAIRE et MAITRE D'OUVRAGE	Voir § 3.2.6.1	C

L'application de la pénalité n'est pas libératoire. Au signal du manquement par le **MAITRE D'OUVRAGE** et de l'application de la pénalité, le **PRESTATAIRE** à un délai de 10 jours ouvrés pour lever son manquement.

## Article 13 - Résiliation du marché

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché dans les cas prévus aux articles L2195-1 à L2195-6 du Code de la commande publique. En outre, il est fait, le cas échéant, application des articles 38 à 45 du CCAG-FCS, avec les précisions suivantes.

### **13.1. Résiliation en raison d'événements extérieurs au marché public**

En cas de redressement judiciaire ou de procédure de sauvegarde du prestataire, le marché est résilié si, après mise en demeure de l'administrateur judiciaire dans les conditions prévues à l'article L622-13 du Code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire.

En cas de liquidation judiciaire du titulaire, le marché est résilié, si après mise en demeure du liquidateur, dans les conditions prévues à l'article L641-11-1 du Code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'événement. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

### **13.2. Résiliation pour motif d'intérêt général**

La résiliation du marché peut être prononcée par le pouvoir adjudicateur, sans faute du titulaire, pour un motif d'intérêt général.

La résiliation pour un motif d'intérêt général ouvre droit à une indemnité pour le titulaire, dans les conditions fixées au chapitre 7 du CCAG-FCS.

### **13.3. Résiliation pour faute**

Le marché est résilié pour faute du titulaire dans le cadre d'une des hypothèses prévues à l'article 41 du CCAG-FCS, ou pour un motif d'exclusion relevant dans les conditions de l'article L2195-4 du Code de la commande publique.

En complément des cas énoncés à l'article 41 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché aux frais et risques du titulaire pour faute de celui-ci, dans l'hypothèse où les documents et renseignements mentionnés aux articles R2143-6 à R2143-10 du Code de la commande publique transmis par le titulaire du marché public serait inexacts ou inadéquats pour satisfaire aux obligations fixées par ledit décret.

Comme, en cas de groupement, la bonne exécution des prestations dépend essentiellement des cotraitants désignés comme tels dans l'acte d'engagement, les dispositions du CCAG-FCS traitant de la résiliation pour faute du titulaire peuvent s'appliquer dès lors qu'un seul des cotraitants du groupement se trouve dans une des situations qui y sont prévues.

Le délai mentionné à l'article 41.2 du CCAG-FCS est fixé à quinze (15) jours, à compter de la date de réception de l'information du titulaire concernant la sanction envisagée.

### **13.4. Exécution de la prestation aux frais et risques**

En application de l'article 45 du CCAG-FCS, le représentant du pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ces derniers d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

*Modalités de mise en œuvre de l'exécution aux frais et risques en cas de résiliation pour faute :*

*Dans l'hypothèse d'une résiliation pour faute, le pouvoir adjudicateur pourra faire exécuter les prestations aux frais et risques.*

*Dans ce cas, les excédents de dépenses seront à la charge du titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance.*

*Les excédents sont réputés comprendre les frais de lancement de la nouvelle consultation (notamment les frais de publication), le surcoût résultant de la passation du marché public de substitution déterminé par la différence entre le montant notifié du nouveau marché et le montant des prestations restant à réaliser tels qu'arrêté dans le décompte de résiliation, les incidences financières ainsi que les frais administratifs divers découlant de la résiliation.*

## Article 14 - Force majeure

Les parties ne sont pas responsables des manquements, retards ou défauts d'exécution résultant directement ou indirectement de tout événement indépendant de leur volonté ou échappant à leur contrôle.

La partie invoquant la force majeure doit en informer l'autre partie par notification écrite dans les plus brefs délais. Les obligations résultant du présent marché ne doivent pas pour autant être abandonnées par la partie concernée sans qu'elle ait utilisé toutes les ressources en son pouvoir pour en éviter, éliminer, voire compenser les effets.

En cas de force majeure, les délais d'exécution seront prolongés de plein droit de la durée de l'événement.

## Article 15 - Litiges et recours

L'unité monétaire est l'euro.

Sauf indication contraire, l'usage de la langue française est obligatoire dans tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, factures ou modes d'emploi, sans que cette liste puisse être considérée comme exhaustive.

En cas de litige, le droit français est seul applicable. En cas de litige, les parties s'obligeront à saisir un organe chargé des procédures de médiation, préalablement à la saisine du tribunal administratif.

Organe chargé des procédures de médiation :

- Pour saisir le Médiateur des entreprises : [www.mediateur-des-entreprises.fr](http://www.mediateur-des-entreprises.fr)
- Pour saisir le Comité Consultatif Interrégional de Règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics :

**DIRECCTE (Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi) des Pays de la Loire**  
Mail Pablo Picasso – BP 24209 - 44042 NANTES Cedex 1  
Téléphone : 02 53 46 79 83  
Courriel : paysdl.ccira@direccte.gouv.fr

Instance chargée des procédures de recours :

L'instance chargée des procédures de recours introduites (référé précontractuel défini aux articles L551-1 et suivants du Code de justice administrative, référé contractuel défini aux articles L551-13 et suivants du Code de justice administrative, ...) est le Tribunal administratif de Nantes, seul compétent.

**Tribunal administratif de Nantes**  
6 allée de l'Ile Gloriette – BP 24111 - 44041 NANTES Cedex  
Téléphone : 02 40 99 46 00  
Courriel : greffe.ta-nantes@juradm.fr

## Article 16 - Présentation des attestations

Le titulaire déclare et s'engage sur l'honneur :

- à présenter les capacités nécessaires à l'exécution du marché public (professionnelles, techniques et financières, assurances),
- à ne pas faire l'objet de l'interdiction de soumissionner aux marchés publics (articles L2141-1 et suivants du Code de la commande publique),
- à respecter les dispositions de la loi n° 2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes,
- à respecter les dispositions des articles L5212-1 à L5212-11 du Code du travail relatives à l'emploi des travailleurs handicapés.

Les capacités attestées sur l'honneur et les attestations sociales et fiscales du candidat seront vérifiées par la personne publique avant notification du marché public au titulaire.

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois, à compter de la notification du marché public et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 du Code du travail ainsi que les pièces complémentaires (assurances, qualifications, ...) requises.

### **Plateforme e-attestations.com**

Pour le dépôt des pièces énumérées ci-dessous, Nantes Université met gratuitement à disposition des titulaires des marchés publics une plateforme en ligne : e-attestations.com.



Celle-ci permet de sécuriser et simplifier les démarches administratives obligatoires et de lutter contre le travail dissimulé.

**L'utilisation de cette plateforme est impérative pour les titulaires domiciliés en France.**

Les entreprises attributaires de marchés doivent déposer sur la plateforme les documents suivants :

- Tous les 6 mois :
  - **Attestation sociale « vigilance »** à jour (Urssaf ou autre) : à télécharger en ligne sur leur site
  - **Liste nominative des salariés étrangers** soumis à autorisation de travail et participant à la réalisation des travaux ou à la fourniture de services, objet du contrat. Cette liste devra être mise à jour sur le site e-attestations tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du contrat en cours.
- Annuellement :
  - **Attestation annuelle de régularité fiscale**
  - **Attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle**

## Article 17 - Dérogation au CCAG

Article(s) du présent CCAP	Article(s) du CCAG objet de la dérogation	Objet de la dérogation
5.2	4.2.1	Pièces constitutives
6.1	3.2.1	Modalités de computation des délais
6.2	13.1.1	Début du délai d'exécution
10	27.3	Opérations de vérification
13	14	Pénalités